

Islande ou Turquie : Pourquoi choisir ?

lundi 14 septembre 2009, par [Patrick Kernen](#)

Islande, 2008 annus horribilis

Toute riche qu'elle était devenue, l'Islande a été une des premières victimes de la crise financière de l'automne 2008. Sa soi-disant brillante économie était construite sur un château d'endettement qui s'est vite écroulé, laissant les Islandais les premiers surpris alors que tout le monde en Islande était complice et acteur de cette course à l'endettement, État, entreprises et particuliers. Ce pays si pauvre il y a 50 ans était devenu un des plus riches du monde en terme de PIB par habitant, à condition de ne pas tenir compte de la dette...

Mais la dette vous rattrape toujours, surtout quand vous êtes un petit, même au niveau d'un pays. La Russie est venue au secours de l'Islande, non sans arrière pensée géostratégique. Les banques ont fait faillite sans garantie de l'État et la bulle immobilière s'est dégonflée. Le FMI est venu à la rescousse.

Un simple coup d'œil sur la carte de l'Atlantique montre que ce pays n'est pas en Europe mais à mi-chemin de l'Amérique. Il a joué un rôle clé pendant la 2^e guerre mondiale pour les Liberty ships américains approvisionnant l'Angleterre, la seule à résister à Hitler. Il surveille l'accès au passage du Nord-Ouest et de l'Océan Arctique, riches de perspectives de transport et de ressources naturelles. Les USA y ont maintenu des bases militaires jusqu'en 2006.

La dernière idée, annoncée en juillet 2009 avec comme objectif 2012, est l'adhésion à l'UE, suite annoncée comme logique aux diverses coopérations en cours depuis son indépendance du Danemark à la fin de la deuxième Guerre mondiale. En 2007, il n'était pas question de participer aux efforts européens, cela aurait coûté cher à l'Islande en terme de transfert d'argent et de partage des pêches. La situation actuelle est tout autre...

La Turquie attend depuis 50 ans

La Turquie a fait part de son souhait d'adhérer en 1963 et, à la demande de l'UE, a mis de l'ordre dans son système administratif et judiciaire, abolissant la peine de mort. Un partenariat privilégié, notamment douanier, est en vigueur depuis plus de 10 ans, et fonctionne très bien. Les négociations d'adhésion se sont accélérées depuis 2005 mais se heurtent aux divers lobbies anti-turcs.

La Turquie, carrefour majeur de la sécurité européenne depuis 60 ans

La Turquie a été un des premiers membres de l'OTAN et, pendant toute la guerre froide, un de ses piliers, face au pacte de Varsovie. La flotte soviétique coincée en Crimée était ainsi surveillée par les vigies turques du Bosphore et des Dardanelles, ses sous-marins étant contraints de passer en surface. Au début du 3^e millénaire, la Turquie se trouve à une position géostratégique indéniable, au carrefour de 3 continents et en lisière de la poudrière proche et moyen-orientale, comme l'a illustré le conflit entre la Géorgie et la Russie lors de l'été 2008. Alliée des Etats-Unis et d'Israël, partenaire commercial de la Russie mais également de plus en plus proche de ses voisins musulmans ou turcophones, elle a la vocation et l'ambition de jouer un rôle d'intermédiaire avec un monde musulman turbulent et non démocratique.

Entre les frontières toutes nouvelles de l'Union Européenne et l'Inde, on trouve la Turquie et toute une suite de foyers de tensions qui pourraient dégénérer en conflit régional, voire mondial par le jeu classique

des dominos. D'abord le Caucase, puis Israël et ses frères sémites ennemis, la péninsule arabique, l'Iran puissance bientôt ou déjà nucléaire, le chaudron irakien qui a montré au grand jour la faiblesse des USA, l'Afghanistan toujours aux mains des talibans et de diverses tribus malgré une coalition militaire internationale à laquelle la France participe et, last but not least, le Pakistan prêt à tomber, avec ses armements nucléaires, dans les mains des talibans locaux, « modérés » ou non. Inquiétant tableau ! Ne pas avoir de frontières communes avec l'Iran et l'Irak comme le souhaitent les opposants à l'adhésion de la Turquie, c'est jouer à l'autruche. La Turquie a montré depuis 60 ans qu'elle est le meilleur allié occidental dans cette zone, et un allié de poids.

La Turquie retrouve le rôle de tampon qu'elle a joué pendant des siècles. Je n'ose imaginer une Turquie islamiste extrémiste à nos portes. Le pouvoir militaire fort à Ankara est pour l'instant garant de cette stabilité, au mépris parfois de la démocratie. La communauté internationale lui laisse d'ailleurs faire le « ménage » dans le nord irakien....

Une nouvelle guerre mondiale ?

Les deux premiers conflits mondiaux ont été causés par les jeux malheureux des alliances. N'oublions pas que l'UE, d'abord sous forme de CEE, a été créée pour éviter un nouveau conflit européen dévastateur. Il n'y a pas eu de nouveau conflit mondial, entre autres grâce à la peur du conflit nucléaire dont personne de sensé ne peut sortir gagnant. Les objectifs de sécurité affichés de l'UE sont la prévention des conflits en général et la sécurité à ses portes (Moyen-Orient, Caucase) et dans les Balkans. L'empire ottoman a contrôlé ces zones et la Turquie les connaît bien.

Le Livre Blanc de la défense française paru mi-2008 à la demande de Sarkozy et l'analyse stratégique actuelle de l'OTAN évoquent une « surprise stratégique », le propre de la guerre étant de commencer là où on ne l'attend pas. Les deux premières guerres mondiales ont commencé en Europe. Les attentats de septembre 2001 ont surpris la plupart des spécialistes.

Si elle survient, la troisième commencera au Moyen-Orient ou dans le Pacifique au vu des tensions actuelles. Si cela se produit au Moyen-Orient, il vaudra mieux avoir une Turquie du bon côté.

Une Turquie fière, modernisée, jeune et dynamique

La Turquie est le pays le plus peuplé entre l'UE et le Pakistan. Sa population est actuellement intermédiaire entre celle de l'Allemagne et de la France. En 2020, la Turquie dépassera l'Allemagne et son niveau de vie sera proche du nôtre si la croissance des années 2003-2007 reprend son rythme. La moyenne d'âge de la population, de 10 ans inférieure à la nôtre, est le garant de la croissance à long terme.

Tout visiteur régulier est surpris de la modernisation dont a bénéficié la Turquie en 20 ans : même l'est de l'Anatolie bénéficie d'un très beau réseau routier, les journaux et les télévisions sont pluralistes, le téléphone portable est devenu un objet courant et les jeunes citadines ne se laissent pas dicter leur comportement par les anciens, notamment en matière du port du voile. La réforme monétaire de 2004 a quasiment lié la monnaie nouvelle à l'euro. Elle fait partie du G20, instance de gouvernance mondiale créée à la suite de la crise financière de l'automne 2008. Le peuple turc est fier de son passé, parfois nostalgique de la Grande Turquie, travailleur et n'hésite pas à émigrer mais le retour au pays est souvent l'objectif, de préférence dans de belles maisons payées par les économies de toute une vie.

Les élections présidentielles et législatives de 2007 ont montré que la Turquie est un pays ancré dans la démocratie avec son cortège de manifestations et de débats. Le président et le Premier ministre, dont les femmes portent le voile en public, sont des membres du parti islamiste AKP au pouvoir depuis 7 ans grâce à ses succès économiques. Ils se définissent comme des « conservateurs démocrates » bien évidemment capitalistes. Le parti au pouvoir n'a pas hésité à faire voter une loi autorisant les forces armées à faire la

chasse aux terroristes du PKK sur le territoire irakien tout en gardant jusqu'alors la mesure.

Cependant, le peuple, qui ne veut « ni charia, ni coup d'état », serait plutôt nationaliste qu'islamiste et il faut en tenir compte dans notre politique à l'égard de ce pays. Le nouveau président américain ne s'y est pas trompé, consacrant deux jours de visite à la Turquie en avril 2009 et dialoguant directement avec les jeunes.

Le double pari gagnant sur la Turquie et l'Islande

Accepter l'adhésion de l'Islande semble évident à tout le monde. Ce pays pense même que 3 ans suffiront à atteindre l'acquis communautaire, alors que la Turquie « poireaute » depuis 45 ans ! Comment un si petit pays en terme de population pourrait déséquilibrer l'UE ? La dot apportée est indéniablement intéressante en terme géostratégique, ouvrant l'UE sur un espace maritime contrôlé principalement par des puissances non UE (Norvège, Russie, Canada, Etats-Unis) et par le Groenland, qui vise son autonomie du Danemark.

A contrario, accepter l'adhésion de la Turquie ne semble pas évident à tous et inquiétant à beaucoup, essentiellement à cause de sa population et de la religion dominante.

Quels seraient les avantages de laisser la Turquie durablement hors de l'Union Européenne ?

Nous pourrions naïvement croire possible d'éviter une invasion de travailleurs turcs mais ceux qui ont voulu venir sont déjà là et nombre d'entre eux sont repartis en retraite dans leur patrie. Les statistiques montrent que la communauté turque en France est celle qui est la plus entreprenante. En mai 2004, 10 pays nouveaux, dont la population était équivalente à celle de la Turquie, sont entrés dans l'UE et nous n'avons pas été envahis. Au contraire, la croissance induite chez nous par le rattrapage de leur niveau de vie a créé des emplois dont personne ne s'est plaint. Il faudra vraisemblablement résoudre le désordre financier causé par la récession depuis 2008 dans cette zone, certains pays étant quasiment en faillite.

Evidemment, un tel appel d'air ne peut survenir tous les 5 ans, surtout au regard de la crise qui frappe de plein fouet la Turquie, mais il faudrait le gérer en pesant le pour (croissance nouvelle, dynamisme démographique, sécurité) et le contre (aides à fournir, immigration incontrôlée, délinquances et mafias facilitées...).

Le risque pour nos valeurs semblerait limité au vu du développement rapide de la Turquie et de la diversité européenne, les cultures nationales n'ayant pas été diluées dans la soupe européenne. Nous n'avons jamais eu autant de richesses culturelles en Europe, chaque région voulant être reconnue sur la scène européenne comme bien spécifique. La saison de la Turquie en France bat actuellement son plein et nous montre les points communs avec la culture européenne.

L'islam turc aurait d'ailleurs un effet modérateur par rapport aux autres islams installés depuis longtemps en Europe. Il faudrait bien sûr être vigilant.

Qui pourrait penser que l'armée turque, aussi forte soit-elle, pourrait se laisser déborder par l'extrémisme ? En ce moment, personne, car l'armée est bien implantée, surveille et manipule le pouvoir mais ce dernier contre-attaque. Elle est de plus très respectée du peuple, sauf par certains kurdes. Mais sait-on jamais ?

Que se passerait-il si la Turquie devenait un état islamiste extrémiste où la religion prédominerait et dirigerait les idées et les actes des dirigeants en place ? Le Premier ministre turc s'implique dans le conflit à Gaza mais la population turque prend fait et cause avec les victimes civiles palestiniennes. Son esclandre au forum de Davos en janvier 2009 était vraisemblablement sincère et a été très apprécié de la population. L'échéance électorale de fin mars 2009 lui a fait prendre des positions plus proches des Arabes et de l'Iran que de ses alliés traditionnels occidentaux : il va même jusqu'à encourager tacitement l'Iran à continuer son programme nucléaire militaire.

Hors de l'UE, à plus ou moins long terme, la Turquie pourrait avoir tendance à se rapprocher encore plus de nations comme l'Iran et le Pakistan voisins, à notre détriment évident. Il se constituerait alors un arc islamiste, incontrôlable et dangereux surtout doté d'armements atomiques, comme c'est déjà le cas pour le Pakistan. Un excellent foyer de guerre mondiale !

Qui aurait pensé en 1978 que la police secrète et l'armée du Shah d'Iran se seraient laissées déborder par des religieux ? Trente ans plus tard, la communauté internationale en est à voter des sanctions contre l'effort atomique militaire iranien et à compter les centrifugeuses. Futile !

Comme Pascal a proposé son pari de croire en Dieu car nous n'avons rien à y perdre sauf peut-être un peu de temps à consacrer à la prière, je propose le pari de la Turquie avec les faibles risques de voir nos valeurs perturbées mais surtout avec l'envoi au monde d'un signal d'ouverture au Proche-Orient et à l'Asie, signal qui pourrait avoir de l'écho bien au-delà et tuer des tensions latentes.

De son côté, le Turc moyen n'est pas prêt à rentrer dans l'UE à n'importe quel prix et les Européens pas prêts à accueillir ce grand voisin.

Depuis 2 à 3 ans, les sondages notent un désamour du citoyen turc, notamment des jeunes, et l'adhésion de la Turquie fait souvent figure d'épouvantail bien commode pour certains hommes politiques européens ou turcs.

Merci à l'Islande !

Grâce à sa demande d'adhésion, l'Islande nous offre la possibilité de réfléchir à l'avenir stratégique de l'UE, au-delà des difficultés économiques du moment, de la bureaucratie européenne ou des problèmes religieux. On voit mal comment son adhésion serait refusée, le principal avantage pour l'UE étant géostratégique. Les grands empires se sont construits et maintenus par la maîtrise des mers, ces derniers représentant 72% de la surface totale du globe. L'Islande nous offre sur un plateau un espace maritime gigantesque. En ce qui concerne la Turquie, il s'agit pour les divers échelons politiques européens de comprendre puis d'expliquer, en cette période de crise multidimensionnelle, les enjeux majeurs - aux niveaux économique, politique, démographique, culturel, environnemental, énergétique et sécuritaire - d'une relation bilatérale UE-Turquie étendue basée sur la confiance et la préparation en commun d'un avenir pacifique. La demande d'adhésion de l'Islande est de nature à faire passer, en toute transparence et simultanément, celle de la Turquie. Ainsi, l'UE disposerait d'une porte Ouest vers l'Amérique et d'une porte Est vers l'Asie.

[Découvrir les autres articles de TE](#)